

Le SNJ refuse la suppression de la redevance

Défendre la redevance n'est certes pas populaire, mais vouloir la supprimer est populiste !

Annoncée pendant sa campagne électorale, Emmanuel Macron a déjà mis sa menace à exécution. La redevance sera abrogée dès cette année.

Cette mesure dévastatrice sera inscrite cet été dans le projet de loi "pouvoir d'achat". Oui, car le Président de la République pousse la mauvaise foi et le cynisme jusqu'à considérer, ou plutôt laisser croire, que la suppression de la redevance est un véritable coup de pouce au pouvoir d'achat des Français. En tout et pour tout, cela représente 11,50 € par mois, pour ceux qui la payent. Cette économie peut être salutaire pour celles et ceux qui sont dans le besoin, mais franchement, le tour de passe-passe est un peu gros.

Imaginer que cette somme permette aux Français de combattre les effets de l'inflation, de lutter contre la vie chère, est d'une démagogie sans limite.

Ajoutons à cela que supprimer ce que le Président réélu appelle « un impôt » revient à le remplacer par un financement de l'Etat, donc par l'argent des contribuables. Ce prétendu cadeau aux Français, on vous le donne d'un côté et on vous le reprend de l'autre. On est donc bien dans du grand n'importe quoi !

Comment seront compensés les plus de 3 milliards que rapporte chaque année la redevance, une manne qui bénéficie à plus de 60 % à France Télévisions ? Par le budget de l'Etat, une subvention décidée en Conseil des ministres qui pourra être modulée, accordée ou retirée chaque année, au gré des vents. C'est donc bien une volonté d'affaiblir l'audiovisuel public qui se profile. Un nouveau coup dur, un nouveau train

d'économies demandées à l'encontre de cet audiovisuel public que le Président considérait comme "la honte de la République".

Le SNJ ne peut accepter cette nouvelle attaque en règle et France Télévisions au budget déjà exsangue, ne pourra en aucune manière sortir indemne de nouvelles coupes claires. Dégâts de la Rupture conventionnelle collective, la RCC que nous n'avons pas validée, emploi en berne, CDD en danger... Et à tout ce lot de mauvaises nouvelles, vient maintenant s'ajouter la suppression de la redevance. Il y a de quoi inquiéter les salariés de France Télévisions mais aussi tous ceux qui participent à faire de notre entreprise une incontournable force.

Notre indépendance est en jeu, elle passe par un budget pérenne, qui ne varie pas en fonction du bon vouloir des députés ou du gouvernement. Ce que semble préparer l'actuelle majorité met en danger l'information de Service Public en s'attaquant une nouvelle fois aux moyens nécessaires pour la produire. Le SNJ demande de toute urgence à être reçu par Emmanuel Macron, sans même attendre l'issue des prochaines élections législatives. Nous voulons une remise à plat de ce dossier plus que sensible. Il en va de l'avenir du Service Public, de sa crédibilité et même de son existence. Par cette décision dogmatique, celui qui prétendait représenter le camp républicain face au danger de l'extrême droite est en train de s'en prendre ostensiblement à l'un des piliers de notre démocratie.

Paris, le 18 mai 2022